

CONSEQUENCES POSSIBLES DE L'ÉLECTION AMÉRICAINE

Pourquoi ce succès inattendu ?

L'élection du nouveau président des États-Unis, susceptible de faire ce qu'il a annoncé dans sa campagne, laisse présager un profond changement de paradigme résultant de la modification de la politique extérieure américaine dans le monde, en Europe et aussi sur le continent américain.

Tout d'abord, l'effet de surprise n'était pas partagé par des amis américains de sensibilité Démocrate, avec lesquels j'ai gardé des relations, résidant dans le Colorado, l'Alabama, le Nouveau-Mexique, le Delaware et Long Island. Ils m'avaient fait part de leur inquiétude, quant aux chances de réussite des Démocrates, car dès le début de cette campagne, leur Parti s'était présenté divisé, incapable de choisir un candidat commun et n'avait eu d'autre choix que celui de retenir le nom de la Vice-Présidente qui allait assumer toutes les conséquences des erreurs reprochées à l'administration en place.

Trump, personnage clivant, imprévisible, incontrôlable, sans aucune mesure comparable à ses prédécesseurs, a su saisir les préoccupations des Américains en matière de pouvoir d'achat, d'économie, de sécurité et de contrôle de l'immigration, de volonté de ne plus jouer les gendarmes du monde. Il a eu pour cela l'intuition de recourir au soutien d'Elon Musk, dont on peut penser tout ce que l'on veut du personnage, qui a su réussir dans les domaines des industries automobiles et de l'Espace. Il est venu conforter le "Make America great again". De son côté, Kamala Harris a commis l'erreur de mettre en avant des vedettes du "Showbiz" dont les contorsions sur scène n'étaient pas de nature à répondre aux préoccupations d'une majorité d'Américains.

Accuser aujourd'hui cette majorité d'Américains de misogynie et de racisme pour expliquer un résultat qui donne au nouveau pouvoir une confortable majorité incontestée au Sénat, à la Chambre des Représentants, à la Cour Suprême, et aussi en nombre de voix, me paraît être une explication de mauvais perdant ne cherchant pas à analyser les causes profondes de cet échec, que ni les sondages ni les médias n'avaient prévu.

Conséquences en Chine et en Europe occidentale

Maintenant, les conséquences de cette élection sur l'Europe, en matière d'exportations qui seront soumises à des augmentations de droits de douane, mais aussi de problèmes de défense, ne seront pas de nature à nous faciliter la vie.

On peut prévoir les réactions de la Chine, qui de toute évidence n'a pas l'intention de renoncer à son ambition de devenir la première puissance militaire et économique mondiale. Elle mettra encore l'accent sur ses équipements militaires, en particulier pour renforcer sa présence en mer de Chine tout en se tournant encore plus vers l'Europe pour y vendre davantage ses produits manufacturés pour compenser les augmentations de taxes que devront subir ses propres exportations qui devraient diminuer vers les États-Unis.

Dans le domaine de la défense, il est évident que les Américains ne vont pas renoncer à l'OTAN qui a l'avantage, sur l'UE, d'être une organisation politique et militaire structurée qui a vécu, en première ligne, toute la période de la guerre froide. S'agissant de l'avenir, il suffit de consulter le document OTAN 2030, dans lequel sont précisées les nouvelles orientations de l'Alliance qui, compte tenu de la disparition de l'URSS, de la relégation de la Russie au niveau d'une puissance régionale et de la montée en puissance de la Chine, pourrait être utilisée contre cette dernière au détriment de l'Europe, d'autant plus que les élites américaines ne considèrent plus notre continent comme déterminant pour leur sécurité et leur avenir.

Le tout dernier sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Madrid, a vu, en plus de la présence des membres de l'Organisation, la participation de la Corée du Sud, du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Ce qui montre bien, que la nouvelle feuille de route stratégique vers la zone Pacifique qui a été adoptée dans le droit fil du concept OTAN 2030, répond à la volonté américaine d'y contester la supériorité chinoise, avec le soutien supplémentaire des puissances régionales. Ce n'est pas par hasard, si les anglo-saxons nous ont volé notre contrat de vente de sous-marins classiques aux Australiens, pour les remplacer par des sous-marins nucléaires d'attaque afin de contrer la marine chinoise en forte expansion.

Pendant des années, les Européens se sont réfugiés confortablement derrière le Traité de Lisbonne qui précise que la défense de l'Europe est assurée par l'OTAN. Alors, selon eux, pourquoi mettre sur pied une défense européenne, dont l'organisation et les missions du comité militaire et de l'état-major de l'Union européenne, ne sont pas vraiment dimensionnées pour la prendre en charge. Sans oublier non plus la faiblesse militaire de nos vieilles nations qui n'ont pas accepté depuis trente ans, malgré les demandes réitérées américaines, de consacrer les efforts supplémentaires réclamés en matière de budget militaire qui, aujourd'hui, sont estimés à 100 milliards d'euros par an, pour réarmer sérieusement l'Europe. Vaste programme à réaliser pour gagner notre indépendance au niveau européen pour compenser le retrait possible des Etats-Unis. Pour cela, il faudra financer les recherches afin de préserver l'avenir de notre défense et de s'orienter en priorité vers des productions d'équipements militaires européens réalisées en coopérations. Pourquoi aller acheter systématiquement, par exemple les chasseurs F35 américains alors qu'il existe déjà chez nous la version modernisée du Rafale ? Nous l'avons déjà fait pour remplacer les KC135 de ravitaillement en vol par des Airbus 330 multi rôles et les C130 par le remarquable Airbus 400M.

Il est certainement grand temps de rebâtir, comme le souligne Jacques Myard, notre indépendance dans le domaine de la politique étrangères, d'autant plus que nous possédons en appui, le bâton que nous sommes les seuls à posséder au sein de l'Union Européenne, qui est notre dissuasion nucléaire, dont l'emploi ne dépend que de notre président de la République.

Sur le continent européen, il ne faut pas oublier, non plus, que malgré le Brexit, l'accord de défense franco-britannique, deux pays nucléarisés, restera la pierre angulaire d'une étroite coopération militaire, confirmé il y a quelques années, par nos deux ministres des Armées, Florence Parly, et son homologue britannique, Ben Wallace, dans une déclaration commune célébrant le bilan et l'anniversaire des deux traités, en se félicitant de ce partenariat puissant et profond. Dans l'immédiat, le Brexit ne change donc rien, au nom d'un pragmatisme et d'un réalisme partagés des deux côtés de la Manche. Dans les années qui viennent, nous aurons encore besoin de cette entente et d'une coopération de défense qui va au-delà des

engagements au sein de l'OTAN. Il s'agit des intérêts stratégiques, de la place dans le monde et de la sécurité de chacun de nos deux pays

Poutine ne peut pas l'ignorer. A cet égard, je garde en mémoire, une conversation que j'ai eue avec des officiers russes, au sein même de leur ambassade à Paris après 1991, au cours de laquelle ils m'avaient déclaré, que l'URSS n'avait pas lancé ses divisions blindées vers des membres de l'OTAN, à cause du nucléaire que cette dernière pouvait utiliser, mais aussi du nôtre, dont l'indépendance d'emploi était de nature à augmenter le degré d'incertitude que pouvaient ressentir les Soviétiques.

Alors, aujourd'hui, on ne peut s'empêcher de se poser la question de savoir si la Russie aurait-elle envahi l'Ukraine, si cette dernière avait encore possédé ses moyens nucléaires qui, à la demande des Américains, lui avaient été retirés ? Poser la question c'est déjà y répondre. On ne touche pas aux intérêts vitaux d'un pays nucléarisé sans prendre de risques mortels. Que les incompetents se taisent quand ils affirment que ce cas de figure est un échec de la dissuasion nucléaire !

Conséquences sur la guerre en Ukraine

Les intentions de Poutine que certains estiment qu'il pourrait poursuivre ses conquêtes plus vers l'ouest, sont à suivre sérieusement. Pour l'instant, il n'en a plus les moyens compte tenu des pertes subies en Ukraine, dans les domaines d'équipements militaires, en dépit des fournitures en provenance de Chine, d'Iran et de Corée, et enfin humains qui doivent être compensés par des recrues nord Coréennes. Trump a annoncé un peu vite, qu'il ferait la paix en 24 heures. Il faudra certainement plus longtemps, car pour atteindre cet objectif, il faut être plusieurs à se retrouver autour d'une table pour obtenir un accord. Je pense néanmoins qu'il a compris la lassitude et la volonté ressenties par Poutine et certainement les peuples russe et Ukrainien de mettre un terme au conflit. Le gouvernement ukrainien, lui aussi faisant face à des problèmes de ressources humaines dues aux pertes et aux désertions nécessitant d'utiliser des hommes libérés de prison, ne cesse de réclamer plus d'argent, pour acquérir des missiles longue portée capables d'atteindre le territoire russe dans sa profondeur, obtenir plus de munitions, plus de matériels, des avions de combat Mirage 2000-5 fournis par la France, des Mig29 par la Pologne, des F-16 par la Belgique, le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas, une couverture aérienne pour se protéger des missiles russes. Il va presque jusqu'à exiger de l'OTAN, une intervention militaire voire l'utilisation du nucléaire contre la Russie. Ce qui, pour l'instant, est inenvisageable, sauf à déclencher un nouveau conflit mondial au niveau nucléaire dans lequel, il n'y aurait que des perdants.

Peu dans le monde pensent que Zelenski est en mesure de gagner cette guerre et qu'il sera lui aussi contraint d'arrêter les combats, malgré des conditions qui ne seraient pas favorables. Il vient de manifester son intention de mettre fin aux combats par la voie diplomatique en 2025.

Cette volonté est également partagée par les Etats-Unis et les pays européens, dont la France malgré sa dette abyssale, qui financent l'effort de guerre qui impacte leurs propres finances.

En conséquence, tous seraient prêts à accepter un accord, sous réserve que Zelenski accepte que son pays soit amputé des territoires récupérés en Ukraine comme le Donbass et en Crimée

qui, il faut le rappeler avaient été rattachés à l'Ukraine à l'époque de l'empire soviétique. Se poserait aussi la suite qui serait donnée à la demande initiale de l'Ukraine de son rattachement à l'OTAN qui fut une des causes de la déclaration de guerre par la Russie.

Trump a besoin de cette paix pour avoir les mains libres pour s'occuper de la Chine. Le récent entretien téléphonique entre Poutine et Olaf Scholz me paraît être un nouveau pas fait en avant. Cependant, la dernière annonce surprenante faite par l'administration Biden, à deux mois de quitter le pouvoir, de livrer des missiles à longue portée suivie d'une déclaration de l'Ukraine de l'utilisation effective de cette arme et d'une menace de Poutine de riposter au moyen de frappes nucléaires, risquent de bloquer toute tentative de paix. On peut espérer que des contacts secrets sont déjà pris avec les Russes par la future administration Trump.

De toutes façons, se posera ensuite, la problématique de l'après-guerre en Ukraine, de la reconstruction de ce pays ravagé dont les coûts pourraient s'élever à 700 milliards d'euros. Quels pays seront mis à contribution ? Quel nouveau plan Marshall sera mis en application ?

Conséquences au Moyen-Orient

Pour la plupart des experts, le retour de Donald Trump irait encore dans le sens des intérêts d'Israël car les Etats-Unis resteront les alliés indéfectibles d'Israël.

Joe Biden a exercé une certaine pression sur le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le limitant dans ses velléités à frapper certaines installations nucléaires iraniennes enfouies à plus de 60 mètres de profondeur que seuls les Américains seraient en mesure de détruire avec des bombes GBU-57 si lourdes qu'elles ne peuvent être transportées que par les bombardiers stratégiques B-52 ou les bombardiers stratégiques furtifs B2, que seuls les Américains possèdent. Une capacité qui n'a pas été mise à la disposition d'Israël, évitant jusqu'ici l'ouverture d'un front direct avec Téhéran et un embrasement régional.

Les Etats-Unis et la France ont œuvré pour obtenir un accord de cessez-le-feu qui vient de rentrer en vigueur entre Israël et le Hezbollah. Pendant cette phase de deux mois qui correspond à la fin de la présence des Démocrates au pouvoir, il est prévu outre l'arrêt des combats, l'évacuation du sud Liban par les troupes israéliennes, le retrait des forces du Hezbollah au nord du fleuve Litani, à une vingtaine de kilomètres environ de la frontière. Les Forces armées libanaises vont, elles, se redéployer progressivement dans la bande frontalière évacuée par le Hezbollah.

Cet accord pourrait permettre à Israël de se consacrer entièrement au Hamas afin de le détruire et libérer les otages

Cependant, Donald Trump considère que le véritable problème n'est ni Gaza ni le Liban, mais Téhéran. L'ombre d'une confrontation directe avec l'Iran plane plus que jamais. Mais les Etats-Unis pourraient-ils se le permettre aussi longtemps que la paix en Ukraine ne sera pas gagnée ? On peut en douter.

Général (2S) Jean MENU
28/11/2024